

Bertil COTTIER

CURRICULUM VITAE

Né le: 30 août 1954

Nationalité: suisse

Langues: français, suédois, anglais, allemand et italien

Profession: professeur ordinaire de droit de la communication, Faculté des sciences de la communication, Université de la Suisse italienne ; professeur associé à l'Université de Lausanne (Faculté de droit) ; professeur invité à l'Université de Neuchâtel (Académie de journalisme).

1977-1983: chroniqueur judiciaire au journal 24 heures (Lausanne), à mi-temps durant la rédaction de la thèse de doctorat, puis à plein-temps 1982/1983

1983-1984: bénéficiaire d'une bourse d'une année du Fonds national suisse de la recherche scientifique, études de droit administratif américain à la *School of Law* de l'Université de Columbia (New-York).

1984-1987: collaborateur scientifique au Service du droit des médias, puis au Service de la protection des données de l'Office fédéral de la justice; membre de la délégation suisse au Comité directeur pour la communication de masse du Conseil de l'Europe.

1987-2005: directeur adjoint, puis directeur ad interim de l'Institut suisse de droit comparé (établissement autonome de la Confédération).

2004 à 2006: directeur du DEA en droit, criminalité et sécurité des nouvelles technologies (programme commun des universités de Lausanne et Genève).

2006 à 2010: vice-doyen, puis doyen de la Faculté des sciences de la communication

2018: « Visiting Professoral Fellow » à la Faculté de droit de l'Université de New South Wales, Sydney, Australie

Autres activités (courantes)

- Membre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, Conseil de l'Europe
- Membre de la Commission fédérale des médias
- Médiateur de l'Université de la Suisse italienne
- Expert (protection des données, droit des médias, gouvernance d'internet) pour le Conseil de l'Europe, DCAF (Center for Democratic Control of Armed Forces) et le Ministère suisse des affaires étrangères (missions en Ukraine, Bosnie-Herzégovine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Turquie, Albanie, Monténégro, Maroc, Tunisie, Algérie, Egypte et Palestine)

Autres activités (passées)

- Membre du Conseil de fondation du Fonds national de la recherche scientifique (2011-2018)
- Membre de la Commission fédérale de la consommation (2005-2011)
- Membre de la Commission de protection des données du canton du Tessin (2008-2015)
- Président de la Commission d'accès à l'information du canton de Vaud (2002-2009)
- Membre de la Commission de nomination des juges cantonaux vaudois (2009-2014)
- Membre du Conseil de la section Suisse de la Commission internationale des juristes (2004-2013)

Publications récentes (2013-2020)

- La transparence au crible de la jurisprudence des tribunaux fédéraux et cantonaux, ainsi que des recommandations du Préposé fédéral à la transparence et à la protection des données in Martial Pasquier (éd.), *Le principe de transparence en Suisse et dans le monde*, Lausanne 2013, p. 37 ss.
- Comment renforcer la transparence des forces armées et des services de renseignement ? (with Nicolas Masson) in Martial Pasquier (éd.), *Le principe de transparence en Suisse et dans le monde*, Lausanne 2013, p. 233 ss.
- La protection du whistleblower ou le panneau manquant du triptyque de la transparence administrative, in *Mélanges en l'honneur du Prof. Killias*, Berne 2013, p. 664ss.
- Quoi de Neuf à l'Etranger? Essai de bilan de l'activité récente des législateurs européens et américains, in : Astrid Epiney (éd.), *Instruments de mise en oeuvre du droit à l'autodétermination informationnelle*, Zurich 2013, p. 67ss
- La nuova Legge sull'informazione e sulla trasparenza dello Stato (with Marcello Baggi), *Rivista ticinese di diritto* 2013, p. 375ss
- Le droit de la personnalité à la dure épreuve du numérique, in *Medialex* 2014, p. 3ss.
- Vers un statut juridique du suisse-allemand ? (avec Bastian Gossin), *sui-generis* 2014, p. 101ss
- Internet au travail : un cadre international rudimentaire, des solutions nationales contrastées, in *Internet au travail* (Jean-Philippe Dunand / Pascal Mahon, éd.), Neuchâtel 2014, p. 1ss
- Commentaire de la loi sur la radio et la télévision (édité en coopération avec Masméjan D. et Capt N.), auteur de l'introduction générale et des commentaires des art. 66-71, 74-75, 77-81, 103-106, Berne 2014
- Encore des résistances à l'application de la loi sur la transparence, in *Plaidoyer* 5/2014, p. 26ss.
- Le droit "suisse" du cyberspace ou le retour en force de l'insécurité juridique et de l'illégitimité, *Revue de droit suisse* 2015 II, p.231ss.

- Les relations entre les tribunaux fédéraux et la presse : Vers moins de frilosité et plus d'ouverture, in : *Kommunikation der Gerichte* (U. Saxer, éd), Saint-Gall 2015, p. 85ss.
- Swiss report for the comparative study on filtering and blocking illegal contents on the Internet edited by the Swiss Institute of Comparative Law on behalf of the Council of Europe (Strasbourg 2016, p. 681ss).
- Gouvernance d'Internet : Protection de la vie privée et des données personnelles, *Revue suisse de droit international et européen* 2016, p. 255ss.
- Mégadonnées et protection de la vie privée, *Economia della Cultura* 2016, p. 545ss
- Von ethischen Überlegungen zu rechtlichen Lösungsvorschlägen – Ein Nachwort von Bertil Cottier in: Peter Seele · Chr. Lucas Zapf, *Die Rückseite der Cloud*, Berlin 2017, p. 165ss
- L'azienda svizzera e i cookies: regole ed adempimenti in diritto svizzero ed in prospettiva europea (with Cattaneo G.), *Rivista ticinese di diritto* 2017 II, p. 405ss.
- Le TF fait souvent pencher la balance du côté de la transparence (chronique de jurisprudence), *plaidoyer* 2017, p. 24ss.
- Mondialisation et Internet en Suisse, in *Mondialisation* (Travaux de l'association Henri Capitant) (avec Camille Dubois) (Paris 2017, p. 925ss)
- Access to information in Benin: A case study (with V. Mabillard and B. Kakpovi), *International Review of Administrative Sciences*, 2018, p.1ss.
- Data privacy laws and bills: Growth in Africa, GDPR influence (with G. Greenleaf), *Privacy Laws and Business* 152 (2018), p. 11ss.
- Liberté d'expression et nouvelles technologies de la communication: vers un retour de la justice privée ? in *La liberté d'expression et ses juges: Nouveaux enjeux, Nouvelles perspectives* (Beyrouth 2018, p. 185ss)
- Are We Moving Beyond Voluntary CSR? Exploring Theoretical and Managerial Implications of Mandatory CSR Resulting from the New Indian Companies Act (with Gatti L., Seele P. and Vishwanath B.), *Journal of Business Ethics* (2018), p. 1ss.
- L'ère numérique et le principe de légalité in : Astrid Epiney (éd.), *Digitalisierung und Schutz der Privatsphäre*, Zurich 2018, p. 25ss
- Liberté d'expression, une perspective de droit comparé – Suisse, *Service de recherche du Parlement européen*, Bruxelles 2019
- La privatisation de la fonction législative ou la face sombre de la révolution numérique, *LeGes* 2019, 3ss
- Intercultural communication in the courtroom: the doctrine of public policy (“ordre public”) in *Handbook of intercultural communication*, Oxford 2020 (in press)
- Commentaire de la Constitution fédérale Suisse, art. 16 (liberté d'expression) et 17 (liberté des médias), Bâle 2020 (in press)